



**ERRATUM**

COMMISSION PARITAIRE DE  
L'IMPRIMERIE, DES ARTS  
GRAPHIQUES ET DES JOURNAUX

n° 130

**CCT n° 62120  
du 20.12.2001**

Correction du texte français :

- à l'article 3, point 5°, il faut compléter la phrase « le remboursement de l'indemnité de prépension **fixée** par la CCT du 4 mars 1985 » par « aux employeurs concernés »
- à l'article 6, troisième alinéa, les termes « huit membres suppléants qui sont désignés dans les mêmes conditions que les membres effectifs » sont remplacés par « huit membres suppléants qui sont désignés dans les mêmes conditions et pour les mêmes délais que les membres effectifs ».
- à l'article 11, les termes « Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat des gestions qu'ils ont reçu » sont remplacés par « Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat qu'ils ont reçu ».
- à l'article 17, troisième tiret, les

**ERRATUM**

PARITAIR COMITE VOOR HET  
DRUKKERIJ-, GRAFISCHE  
KUNST- EN DAGBLADBEDRIJF

nr 130

**CAO nr 62120  
van 20.12.2001**

Verbetering van de Franstalige tekst :

- in artikel 3, punt 5°, werd « aux employeurs concernés » toegevoegd aan de zin « le remboursement de l'indemnité de prépension **fixée** par la CCT du 4 mars 1985 ».
- in artikel 6, derde alinéa, de woorden « huit membres suppléants qui sont désignés dans les mêmes conditions que les membres effectifs » **vervangen** door « huit membres suppléants qui sont désignés dans les mêmes conditions et pour les mêmes délais que les membres effectifs ».
- in artikel 11, de woorden « Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat des gestions qu'ils ont reçu » vervangen door « Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat qu'ils ont

termes « percevant une pension légale à titre de travailleurs salarié » sont remplacés par « percevant une pension légale à titre de travailleurs ».

- à l'article 23, troisième alinéa, les termes « des attestations de travail d'anciens employeurs seront produites comme preuve de l'ancienneté professionnelle » sont remplacés par « des attestations de travail d'anciens employeurs seront produites comme preuve de carrière professionnelle ».

- à l'article 23, quatrième alinéa, les termes « une attestation émanant des organismes officiels sera jointe à la demande d'allocation supplémentaire » sont remplacés par « une attestation émanant des organismes officiels sera jointe à la demande de pension supplémentaire ».

- à l'article 23, cinquième alinéa, les termes « A défaut d'attestations d'anciens employeurs ou d'organismes officiels, les Centrales syndicales professionnelles représentatives de ces travailleurs pourront produire une attestation » sont remplacés par « A défaut d'attestations d'anciens employeurs ou d'organismes officiels des organisations représentatives des travailleurs pourront produire une attestation ».

- à l'article 25, troisième alinéa, les termes « Les autres ayants-droits, énumérés ci-dessus, qui désirent obtenir la liquidation à leur profit de l'allocation visée par le présent article » sont remplacés par « Les autres ayants-droits, énumérés ci-dessus, qui désirent obtenir la

reçu ».

- in artikel 17, derde afbrekingsteken, de woorden « percevant une pension légale à titre de travailleurs salarié » vervangen door « percevant une pension légale à titre de travailleurs ».

- in artikel 23, derde alinéa, de woorden « des attestations de travail d'anciens employeurs seront produites comme preuve de l'ancienneté professionnelle » vervangen door « des attestations de travail d'anciens employeurs seront produites comme preuve de carrière professionnelle ».

- in artikel 23, vierde alinéa, de woorden « une attestation émanant des organismes officiels sera jointe à la demande d'allocation supplémentaire » vervangen door « une attestation émanant des organismes officiels sera jointe à la demande de pension supplémentaire ».

- in artikel 23, vijfde alinéa, de woorden « A défaut d'attestations d'anciens employeurs ou d'organismes officiels, les Centrales syndicales professionnelles représentatives de ces travailleurs pourront produire une attestation » vervangen door « A défaut d'attestations d'anciens employeurs ou d'organismes officiels des organisations représentatives des travailleurs pourront produire une attestation ».

- in artikel 25, derde alinéa, de

liquidation à leur profit de l'allocation visée ci-dessus doivent faire une demande directement au fonds ».

- à l'article 27, premier alinéa, les termes « L'association sans but lucratif « Fonds interpatronal » est financé par les cotisations transférées par l'ONSS à la Caisse de retraite supplémentaire, soit à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2000 » sont remplacés par « L'association sans but lucratif « Fonds interpatronal » est financé par les cotisations transférées par l'Office national de sécurité sociale à la Caisse de retraite supplémentaire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2000 ».

- à l'article 29, deuxième alinéa, les termes « doivent être soumis à la Commission Paritaire pour approbation dans le courant du 2<sup>ème</sup> trimestre » sont remplacés par « doivent être soumis à la commission paritaire pour approbation au cours du mois de décembre ».

Correction du texte néerlandais :

- à l'article 27, premier alinéa, il faut compléter la phrase « aan de Aanvullende Pensioenkas, zijnde » par « vanaf 1 januari 2000 ».

- à l'article 29, second alinéa, les termes « in de loop van de maand december van het nieuwe dienstjaar aan het Paritair Comité » sont remplacés par « in de loop van de maand december aan het Paritair Comité ».

- à l'article 31, troisième alinéa, les

woorden « Les autres ayants-droits, énumérés ci-dessus, qui désirent obtenir la liquidation à leur profit de l'allocation visée par le présent article » vervangen door « Les autres ayants-droits, énumérés ci-dessus, qui désirent obtenir la liquidation à leur profit de l'allocation visée ci-dessus doivent faire une demande directement au fonds ».

- in artikel 27, eerste alinéa, de woorden « L'association sans but lucratif « Fonds interpatronal » est financé par les cotisations transférées par l'ONSS à la Caisse de retraite supplémentaire, soit à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2000 » vervangen door « L'association sans but lucratif « Fonds interpatronal » est financé par les cotisations transférées par l'Office national de sécurité sociale à la Caisse de retraite supplémentaire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2000 ».

- in artikel 29, tweede alinéa, de woorden « doivent être soumis à la Commission Paritaire pour approbation dans le courant du 2<sup>ème</sup> trimestre » vervangen door « doivent être soumis à la commission paritaire pour approbation au cours du mois de décembre ».

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- in artikel 27, eerste alinéa, werd « vanaf 1 januari 2000 » toegevoegd aan de zin « aan de Aanvullende Pensioenkas, zijnde ».

termes « dient er de reden van op te geven en gelijktijdig wijzigingsvoorstellen in te dienen, die door de andere organisaties zullen besproken worden in het Paritair Comité » sont remplacés par « dient er de reden van op te geven en gelijktijdig constructieve voorstellen in te dienen die door de andere ondertekenende organisaties zullen besproken worden in het Paritair Comité ».

Décision du 27.08.2002

- in artikel 29, tweede alinéa, de woorden « in de loop van de maand december van het nieuwe dienstjaar aan het Paritair Comité » vervangen door « in de loop van de maand december aan het Paritair Comité ».

- in artikel 31, derde alinéa, de woorden « dient er de reden van op te geven en gelijktijdig wijzigingsvoorstellen in te dienen, die door de andere organisaties zullen besproken worden in het Paritair Comité » vervangen door « dient er de reden van op te geven en gelijktijdig constructieve voorstellen in te dienen die door de andere ondertekenende organisaties zullen besproken worden in het Paritair Comité ».

Beslissing van 27.08.2002

**CAISSE DE RETRAITE SUPPLEMENTAIRE**

Convention collective de travail du 20.12.2001, instituant un fonds de sécurité d'existence dénommé « Caisse de retraite supplémentaire » et en fixant les statuts.

**CHAPITRE I - DÉNOMINATION, SIÈGE, OBJET, DURÉE**

Article 1.

En application de la loi du 7 janvier 1985 concernant les fonds de sécurité d'existence, il est institué un fonds de sécurité d'existence dénommé « caisse de retraite supplémentaire ».

Article 2.

Le siège du Fonds est établi à Bruxelles ou dans la région de Bruxelles-capital

Article 3.

Le fonds a pour objet :

- 1° d'octroyer une pension supplémentaire ;
- 2° de percevoir les cotisations nécessaires au fonctionnement du Fonds, déterminées par décision de la Commission Paritaire de l'Imprimerie, des arts graphiques et des journaux et rendue obligatoire par arrêté royal ;
- 3° la liquidation des avantages prévus ci-dessus ;
- 4° de percevoir les cotisations nécessaires au financement du Fonds de prépension, conformément à la CCT du 4 mars 1985
- 5° le remboursement de l'indemnité de prépension fixée par la CCT du 4 mars 1985 *aux employés concernés //*

Article 4.

Le Fonds est institué pour une durée indéterminée.

NEERLEGGING-DEPOT	REGISTR. ENREGISTR.	NR.
25 -02- 2002	18 -04- 2002	N°

62120 10/130

CHAPITRE II - CHAMP D' APPLICATION

Article 5.

Les présents statuts sont d' application :

- aux employeurs relevant de la compétence de la Commission paritaire de l'Imprimerie, des Arts graphiques et des Journaux ;
- aux travailleurs et travailleuses, ci-après dénommés travailleurs, ayant été occupés par ces employeurs et ayant exercé une ou plusieurs fonctions telles que définies par la Convention collective de travail du 14 mai 1980 rendue obligatoire par la l'arrêté royal du 30.01.81 et par la convention collective de travail pour les entreprises de journaux quotidiens du 25 octobre 1995 - ARdu 25.06.97.

CHAPITRE III - GESTION

Article 6.

Le Fonds est géré par un Conseil d' Administration composé **paritairement** de représentants d' employeurs et de travailleurs.

Ce Conseil est composé de huit membres effectifs : quatre représentants des employeurs, **dont un représentant** des entreprises de journaux, et quatre représentants des travailleurs.

Le Conseil d' Administration est complété par huit membres suppléants qui sont désignés dans les mêmes **conditions que** les membres effectifs.

*et pour les mêmes délais*

En cas d' **empêchement**, les membres suppléants remplacent les membres effectifs et exercent les mêmes pouvoirs.

La Commission Paritaire désigne parmi ses membres effectifs et suppléants les membres effectifs et suppléants au Conseil d' **Administration** du Fonds.

Le mandat de ceux-ci expire en même temps que leur mandat de membre de la Commission Paritaire. Toutefois, les membres du Conseil d' Administration restent en fonction jusqu' à ce que la Commission Paritaire procède au renouvellement du Conseil d' **Administration**.

En cas de décès ou de démission d' **un** administrateur, la Commission Paritaire pourvoit à son remplacement en désignant un membre de la Commission Paritaire appartenant au même groupe que l' **administrateur** décédé ou sortant.

#### Article 7.

Le Conseil d' Administration désigne son **Président**, à choisir au sein de la représentation patronale.

Le Conseil d' **Administration** désigne, sur proposition de la représentation **patronale**, un Secrétaire. Celui-ci est chargé de la gestion journalière du Fonds.

Le Secrétaire ne doit pas nécessairement être membre du Conseil d' Administration.

#### Article 8.

Le Conseil d' **Administration** se réunit sur convocation du **Président**. En l' **absence** du Président, il se réunit sur convocation du Secrétaire et est présidé par le membre de la représentation patronale le plus ancien en fonction.

Le Président est tenu de convoquer le Conseil une fois par trimestre au moins et dans les huit jours, lorsque deux membres en **font** la demande.

Les convocations mentionnent l' ordre du jour.

Les procès-verbaux des séances sont établis par le Secrétaire et envoyés aux administrateurs dans les 30 jours suivant la séance. Les extraits des procès-verbaux sont signés par le Président ou par deux administrateurs.

Les décisions ne sont valables que si elles recueillent au moins la voix de deux membres de chaque groupe représentatif et à condition que le point soumis ait été porté à l' **ordre** du jour de la séance.

#### Article 9.

Le Conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l' administration du Fonds et pour réaliser son objet sans **préjudice** toutefois de ceux réservés à la Commission Paritaire de l' **imprimerie**, des arts graphiques et des **journaux**, par la loi et par les présents statuts.

Pour les actes autres que ceux pour lesquels le Conseil a donné des délégations spéciales, les signatures conjointes de deux administrateurs (un représentant des travailleurs **et** un représentant des employeurs) suffisent

#### Article 10.

Le Conseil d' Administration peut prendre des dispositions particulières quant aux revenus autres que ceux visés à l' **article 12** des présents statuts.

#### Article 11.

Les administrateurs du Fonds ne contractent aucune obligation personnelle relative aux engagements du Fonds. Leur responsabilité se limite à l' **exécution** du mandat ~~des~~ **gestions** qu' ils ont reçu. Leur mandat n' est pas rémunéré.

### CHAPITRE IV - FINANCEMENT.

#### Article 12.

Pour assurer le financement des avantages prévus à l' **article 3**, le Fonds dispose des cotisations dues **par les employeurs** visés à l' **article 5**, ainsi que des revenus des fonds placés.

Déplus, le Conseil d'Administration peut décider de percevoir directement les cotisations nécessaires pour l'attribution des avantages prévus à l'article 3, 1° aux employés exerçant une fonction telle que prévue à l'article 5. Pour ce faire, les employeurs concernés doivent conclure une CCT d'entreprise et en transmettre la copie au Président de la Caisse de retraite supplémentaire.

Article 13.

A partir du 1er janvier 2000 la cotisation des employeurs est fixée à :

- pour les entreprises occupant 10 travailleurs et plus : 2,23 % des rémunérations brutes, dont 0.38% sont destinés au financement de la pension supplémentaire;
- pour les entreprises occupant moins de 10 travailleurs : 1,58 % des rémunérations brutes, dont 0.38% sont destinés au financement de la pension supplémentaire;

A partir du 1er juillet 2000 la cotisation des employeurs est fixée à :

- pour les entreprises occupant 10 travailleurs et plus : 2,26 % des rémunérations brutes, dont 0.41% sont destinés au financement de la pension supplémentaire;
- pour les entreprises occupant moins de 10 travailleurs : 1,61 % des rémunérations brutes, dont 0.41 % sont destinés au financement de la pension supplémentaire;

A partir du 1er janvier 2001 la cotisation des employeurs est fixée à :

- pour les entreprises occupant 10 travailleurs et plus : 1,63 % des rémunérations brutes, dont 0.38% sont destinés au financement de la pension supplémentaire;
- pour les entreprises occupant moins de 10 travailleurs : 0,98 % des rémunérations brutes, dont 0.38% sont destinés au financement de la pension supplémentaire.

Article 14.

Les cotisations sont perçues à l'intervention de l'Office National de Sécurité Sociale, suivant les règles imposées à cet organisme pour la perception et le recouvrement, ainsi que pour le calcul des majorations et des intérêts.

Les cotisations à verser par les employeurs dont question à l'article 12, 2<sup>ème</sup> alinéa, sont perçues directement par le Fonds.

Article 15.

Le Conseil d'Administration détermine annuellement la quantité des recettes qui peut être utilisée pour couvrir les frais d'administration du Fonds.

Le Conseil détermine les frais qui peuvent être considérés comme frais d'administration.

Les frais d'administration comprennent notamment :

- 1° Les frais de perception et de recouvrement des cotisations.
- 2° Les frais de liquidation des prestations.
- 3° Les frais exposés pour le contrôle prévu à l'article 13 de la loi du 7 janvier 1958.

Article 16.

Sans préjudice de l'application de l'article 14 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, le montant des cotisations pourra être révisé chaque année par la Commission Paritaire de l'imprimerie, des arts graphiques et des journaux, afin qu'il réponde aux besoins du Fonds.

Si à la fin d'une année, le montant des pensions supplémentaires attribuées, augmenté des frais, est inférieur au montant des cotisations versées, l'excédent sera mis en réserve.



CHAPITRE V - BÉNÉFICIAIRES DE L' ALLOCATION D' UNE INDEMNITÉ DE RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE.

Article 17.

Ouverture du droit :

Ont droit à une allocation de retraite supplémentaire les travailleurs :

- pouvant attester de minimum **10** années sous contrat de travail dans une ou des entreprises ressortissant de la commission paritaire de l'Imprimerie, des Arts graphiques et des Journaux et
- pour lesquels il a été cotisé auprès de la Caisse de retraite supplémentaire durant les dites **10** années sous contrat et
- percevant une pension légale à titre de ~~travailleur isolé~~.

Article 18.

Calcul du montant de l'allocation :

Le montant de l'allocation de retraite supplémentaire se calcule au prorata du nombre d'années sous contrat dans le secteur et pour lesquelles il a été cotisé auprès de la Caisse de retraite supplémentaire, sur base d'une carrière complète égale à 40 années.

Pour déterminer le montant de l'allocation, sont assimilées après la fin du contrat :

- les périodes de maladies et d'invalidité ;
- les périodes d'incapacité de travail due à une maladie professionnelle ou à un accident du travail ;
- les périodes de chômage indemnisé et de prépension.

Ces assimilations s'appliquent à concurrence d'un nombre de mois total égal à maximum 25% de la carrière effectivement prestée dans le secteur et ayant donné lieu au paiement des cotisations et pour autant que ces périodes suivent immédiatement une période sous contrat de travail ayant donné lieu au paiement des cotisations auprès de la caisse de retraite supplémentaire.

Le montant ainsi calculé est versé à **100%** au pensionné auquel s'applique le taux « ménage » et à **75%** au pensionné auquel s'applique le taux « isolé ».

Article 19 .

Le montant de l'allocation de retraite supplémentaire est fixé annuellement par la Commission paritaire de l'Imprimerie, des Arts graphiques et des Journaux sur proposition du Conseil d'administration de la Caisse de Retraite Supplémentaire. Conformément à l'article 9 de la CCT 1999-2000 du 10 mai 1999, à partir du 1<sup>er</sup> janvier **2001**, l'allocation supplémentaire de retraite sera automatiquement indexée, sur base du régime d'indexation appliqué aux pensions légales.

Article 20.

Montant maximum de l'allocation

Le montant maximum de la pension supplémentaire est fixé au 1 juillet 2001 à :

- 358,03 EUR (14.443 BEF) au taux ménage ;
- 268,52 EUR (10.832 BEF) au taux isolé .

Article 21.

Les **allocations** sont payées par tranches trimestrielles à terme échu, soit les 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Article 22 .

Le Fonds établit et distribue une « carte de **Bénéficiaire**».

Cette carte doit être remise, dûment **remplie**, par l'employeur à chaque membre du personnel concerné quittant définitivement son entreprise.

Le travailleur devra veiller à ce que ce document soit également complété au début et à la fin de tout nouveau contrat de travail conclu avec un des employeurs visés à l'article 5.

Article 23.

Tout travailleur pouvant bénéficier des avantages prévus par les présents statuts, doit introduire une demande écrite auprès du Fonds en y joignant des documents justificatifs. Pour ce faire le travailleur doit compléter le document **ad.hoc** « Demande de liquidation de la pension supplémentaire ». Seules les périodes pour lesquelles l'employeur est renseigné peuvent être prises en compte.

La ou les « cartes de bénéficiaires » seront jointes à toute demande d'allocation de retraite supplémentaire introduite auprès du Fonds par le travailleur.

A défaut de « cartes de bénéficiaires », des attestations de travail d'anciens employeurs seront produites comme preuve de ~~l'ancienneté~~ professionnelle.

*Carrure*

Pour les périodes assimilées, tel que prévu à l'article 18, une attestation émanant des organismes officiels sera jointe à la demande d'~~allocation~~ <sup>pension</sup> supplémentaire.

A défaut d'attestations d'anciens employeurs ou d'organismes officiels, les ~~centrales syndicales professionnelles~~ <sup>organisations représentatives</sup> ~~représentatives~~ de ces travailleurs pourront produire une attestation d'affiliation dûment signée.

Les demandes doivent parvenir au Fonds au **plustard** à la fin du **6<sup>ème</sup>** mois qui suit la date de prise de la pension.

Les demandes introduites au delà de ce délai seront traitées mais le droit éventuel ne sera ouvert qu'avec une rétroactivité maximale égale à 6 mois à dater de la réception de la demande.

Article 24.

Pour le trimestre au cours duquel débute l'ouverture du bénéfice de **l'allocation** de retraite supplémentaire, il sera payé le tiers, les deux tiers ou la totalité de la tranche trimestrielle prévue à l'article 21 **ci-dessus**, selon le cas.

Article 25.

En cas de décès du bénéficiaire, seuls les mois en cours et qui précèdent le décès sont dus aux ayants droit éventuels. Cette allocation n'est versée qu'aux personnes physiques et dans l'ordre ci-après :

- 1° au **conjoint** ;
- 2° aux enfants avec lesquels le bénéficiaire cohabitait au moment de son décès ;
- 3° à la personne qui est intervenue dans les frais d'hospitalisation jusqu'à concurrence du montant de ces frais.
- 4° à la personne qui a acquitté les frais de funérailles jusqu'à concurrence du montant de ces frais.

Cette allocation est versée d'office à l'ayant droit visé au **1°** du présent article.

Les autres **ayants-droit**, énumérés ci-dessus, qui désirent obtenir la liquidation à leur profit de l'allocation visée ~~par le présent article, doivent adresser~~ une demande au **Fonds**.

*ci-dessus doivent faire une demande directement au fonds*

*[Handwritten signatures]*

*[Handwritten signature]*

Le demande, datée et signée, doit être établie sur un formulaire émis par le Fonds.

Le bourgmestre (ou son délégué) de la commune de la résidence du défunt certifie l'exactitude des renseignements qui sont mentionnés sur ce **formulaire**.

Sous peine de forclusion, les demandes de paiement de l'allocation visée par le présent article doivent être introduites dans un délai de 6 mois à dater du décès.

**CHAPITRE VI - PRÉPENSION.**

Article 26.

L'allocation de prépension dont question à l'article 3, 5<sup>o</sup>, est remboursée aux employeurs concernés par l'association sans but lucratif « Fonds interpatronal » dont les statuts et la composition du Conseil d'Administration sont communiqués à la Caisse de Retraite Supplémentaire dès leur parution au Moniteur belge. Tel est également le cas pour chaque modification aux statuts. Les statuts de cette association ne peuvent contenir aucune disposition contraire aux statuts de la Caisse de retraite supplémentaire.

Article 27.

*Office National de Sécurité Sociale*

L'association sans but lucratif « Fonds interpatronal » est financée **par les** cotisations transférées par ~~le~~ **ONSS** à la Caisse de retraite supplémentaire, soit à partir du **1<sup>er</sup>** janvier 2000 :

- 0.60 % de la masse salariale pour les entreprises occupant moins de 10 travailleurs
- **1,25%** de la masse salariale pour les entreprises occupant dix travailleurs et plus.

La Caisse de retraite supplémentaire transférera les montants susmentionnés au «Fonds interpatronal» endéans les sept jours.

**CHAPITRE VII - BUDGETS, COMPTES**

Article 28.

L'année social prend cours le **1<sup>er</sup>** janvier et est clôturée le 31 décembre.

Article 29.

Les comptes de l'année révolue sont clôturés le **31** décembre. L'organe de gestion ainsi que le reviseur ou expert comptable désigné parla Commission Paritaire, en application de l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958, établissent chacun un rapport annuel écrit concernant l'accomplissement de leur mission pendant l'année révolue.

Les comptes et les rapports **annuels** doivent être soumis à la Commission Paritaire pour approbation ~~dans le courant du 2<sup>ème</sup> trimestre~~ *au cours du mois de décembre*

**CHAPITRE VIII - ENTRÉE EN VIGUEUR ET RÉVISION.**

Article 30.

La présente convention collective de travail entre en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002 et remplace à partir de cette date la

4

convention collective de travail du 03.02.2000 conclue en Commission Paritaire de l'imprimerie, des arts graphiques et des journaux, instaurant un fonds de sécurité d'existence dénommé «Caisse de retraite supplémentaire».

**Article 31.**

Toute modification de la présente convention collective doit faire l'objet d'une demande de révision. Cette demande de révision ne **peut** être faite que par une des parties signataires **et** ce moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressé au Président de la Commission Paritaire de l'imprimerie, des arts graphiques et des journaux et aux organisations signataires de la présente convention collective.

L'organisation qui prend l'initiative de la demande en révision **doit** **indiquer** les motifs et déposer simultanément des propositions **constructives** que les autres organisations signataires **s'engagent** à discuter au sein de la Commission Paritaire. Celle-ci se prononce **sur** ces propositions dans un délai de trois mois.

CHAPITRE IX - DISSOLUTION, LIQUIDATION.

Article 32.

La dissolution du Fonds ne peut avoir lieu que sur décision de la Commission Paritaire.

En cas de dissolution, la Commission Paritaire doit désigner les liquidateurs, déterminer leurs pouvoirs et leur rémunération et fixer l'affectation du patrimoine éventuel.

**AANVULLENDE PENSIOENKAS**

Collectieve Arbeidsovereenkomst van 20.12.2001, houdende oprichting van een Fonds voor Bestaanszekerheid "Aanvullende Pensioenkas" genaamd, en tot vaststelling van de statuten.

**HOOFDSTUK I - BENAMING, ZETEL, DOEL, DUUR.**

**Artikel 1.**

In toepassing van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid wordt een Fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genaamd "Aanvullende Pensioenkas".

**Artikel 2.**

De zetel van het Fonds is gevestigd te Brussel of in de Brusselse agglomeratie.

**Artikel 3.**

Het Fonds heeft tot doel :

- 1° een aanvullend pensioen toe te kennen;
- 2° de voor de werking van het Fonds nodige bedragen te innen, welk vastgesteld worden bij beslissing van het Paritair Comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf, die bij koninklijk besluit algemeen verbindend wordt verkiaard;
- 3° de uitkering van bovenvermelde voordelen;
- 4° de bijdragen te innen noodzakelijk voor de financiering van het brugpensioen zoals dit werd vastgelegd in de Collectieve arbeidsovereenkomst van 4 maart 1985 ter bevordering van de werkgelegenheid;
- 5° aan de betrokken werkgevers de in voormelde Collectieve arbeidsovereenkomst van 4 maart 1985 vastgestelde vergoeding van brugpensioen terug te betalen.

**Artikel 4**

Het Fonds wordt voor onbepaalde duur opgericht.

**HOOFDSTUK II - TOEPASSINGSGBIED**

**Artikel 5**

De statuten zijn van toepassing op :

- de werkgevers die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Comité voor het drukkerij-, grafische Kunst- en dagbladbedrijf;
- de werknemers en werknemsters, hierna werknemers genoemd, die door deze werkgevers werden tewerkgesteld en die één of meer functies uitgeoefend hebben zoals vastgesteld door de CAO van 14 mei 1980 algemeen verbindend verkiaard bij koninklijk besluit van 30.01.1981 en door de CAO. voor de Dagbladondernemingen van 25 oktober 1995, algemeen verbindend verkiaard bij koninklijk besluit van 25.06.1997.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.	
25 -02- 2002	1 8 -04- 2002	N°	62 120
			101130

### HOOFDSTUK III - BEHEER

#### Artikel 6.

Het Fonds wordt beheerd door een Raad van Beheer paritair samengesteld uit werkgevers- en werknemersvertegenwoordigers.

Deze Raad bestaat uit acht effectieve leden, vier werkgeversvertegenwoordigers, onder wie één vertegenwoordiger van de dagbladondernemingen, en vier werknemersvertegenwoordigers.

De Raad van Beheer wordt aangevuld door acht plaatsvervangende leden die onder dezelfde voorwaarden en voor dezelfde termijnen als de effectieve leden, zullen aangewezen worden.

Bij verhindering worden de effectieve leden door de plaatsvervangende leden vervangen. Deze oefenen dezelfde bevoegdheden uit.

Het Paritair Comité wijst onder zijn effectieve en plaatsvervangende leden de effectieve en plaatsvervangende leden van de Raad van Beheer van het Fonds aan.

Hun mandaat verstrijkt terzelfder tijd als hun mandaat als lid van het Paritair Comité. De leden van de Raad van Beheer blijven evenwel in functie totdat het Paritair Comité tot de vernieuwing van de Raad van Beheer overgaat.

Bij overlijden of ontslag van een beheerder, voorziet het Paritair Comité in zijn vervanging door een lid van het Paritair Comité aan te wijzen dat tot dezelfde groep als de overleden of uittredende beheerder behoort.

#### Artikel 7.

De Raad van Beheer wijst een voorzitter aan, behorend tot de vertegenwoordiging van de werkgevers.

Der Raad van Beheer wijst op voordracht van de vertegenwoordiging van de werkgevers een secretaris aan.

Deze wordt belast met het dagelijks beheer van het Fonds. De secretaris is niet noodzakelijk lid van de Raad van Beheer.

#### Artikel 8.

De Raad van Beheer wordt bijeengeroepen door de voorzitter. Bij afwezigheid van de voorzitter wordt de Raad bijeengeroepen door de secretaris en voorgezeten door het oudst benoemd lid van de vertegenwoordiging van de werkgevers.

De voorzitter is gehouden de Raad minstens om het kwartaal bijeen te roepen en binnen de acht dagen, indien twee leden van de Raad van Beheer er om verzoeken.

De agenda wordt in de oproepingen vermeld.

De notulen van de vergaderingen worden door de secretaris opgemaakt en binnen de 30 dagen aan de beheerders toegestuurd. De uittreksels van deze notulen worden door de voorzitter of door 2 beheerders ondertekend.

De beslissingen worden slechts geldig indien zij de stem van twee leden van elke representatieve groep krijgen en op voorwaarde dat het ter stemming gebracht punt vermeld werd op de agenda van de vergadering.

Artikel 9.

De Raad van Beheer heeft de meest uitgebreide bevoegdheden om het Fonds te beheren en om zijn doel te verwezenlijken, behoudens die welke bij de wet en deze statuten aan het Paritair Comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf voorbehouden zijn.

Voor handelingen andere dan die waarvoor de Raad bijzondere volmachten heeft verleend, volstaan de gezamenlijke handtekeningen van twee beheerders (één vertegenwoordiger van de werknemers en één vertegenwoordiger van de werkgevers).

Artikel 10.

De Raad van Beheer kan bijzondere schikkingen treffen voor de inkomsten, andere dan deze bedoeld in artikel 12 van deze statuten.

Artikel 11.

De beheerders van het Fonds gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan inzake de verbintenissen van het Fonds. Hun aansprakelijkheid blijft beperkt tot de uitvoering van hun mandaat. Hun mandaat wordt niet bezoldigd.

HOOFDSTUK IV - FINANCIERING.

Artikel 12.

Om de financiering van de voorziene voordelen, vermeld in artikel 3 te verzekeren, beschikt het Fonds over de bijdragen verschuldigd door de in artikel 5 bedoelde werkgevers, alsook over de inkomsten van de geplaatste middelen.

Artikel 13.

Vanaf 1 januari 2000 wordt de patronale bijdrage als volgt vastgesteld :

- voor de ondernemingen met 10 werknemers en meer : 2,23 % van de brutolonen, waarvan 0,38% bestemd zijn voor de financiering van het aanvullend pensioen;
- voor de ondernemingen met minder dan 10 werknemers : 1,58 % van de brutolonen, waarvan 0,38% bestemd zijn voor de financiering van het aanvullend pensioen.

Vanaf 1 juli 2000 wordt de patronale bijdrage als volgt vastgesteld :

- voor de ondernemingen met 10 werknemers en meer : 2,26 % van de brutolonen, waarvan 0,41% bestemd zijn voor de financiering van het aanvullend pensioen;
- voor de ondernemingen met minder dan 10 werknemers : 1,61% van de brutolonen, waarvan 0,41 % bestemd zijn voor de financiering van het aanvullend pensioen.

Vanaf 1 januari 2001 wordt de patronale bijdrage als volgt vastgesteld :

- voor de ondernemingen met 10 werknemers en meer : 1,63 % van de brutolonen, waarvan 0,38% bestemd zijn voor de financiering van het aanvullend pensioen;
- voor de ondernemingen met minder dan 10 werknemers : 0,98 % van de brutolonen, waarvan 0,38% bestemd zijn voor de financiering van het aanvullend pensioen.

#### Artikel 14.

De bijdragen worden geïnd door toedoen van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, volgens de aan dit organisme opgelegde regelen voor de inning en de invordering alsook voor de berekening van de bijlagen en van de interesten.

#### Artikel 15.

De Raad van Beheer bepaalt elk jaar het deel van de ontvangsten dat mag worden aangewend om de beheerskosten van het Fonds te dekken.

De Raad bepaalt wat als beheerskosten mag worden aangerekend.

Deze omvatten inzonderheid :

1. de kosten van inning en invordering der bijdragen;
2. de kosten van uitkering der prestaties;
3. de kosten van de bij art 13 van de wet d.d. 07.01.1958 ingestelde contrôle.

#### Artikel 16.

Onverminderd de toepassing van artikel 14 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor Bestaanszekerheid, kan het bedrag van de bijdragen elk jaar worden herzien door het Paritair Comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf, om aan de behoeften van het Fonds te beantwoorden.

Zo het bedrag van de toegekende pensioenuitkeringen, verhoogd met de kosten op het einde van een jaar lager is dan het bedrag van de gestorte bijdragen, wordt het overschot als reserve aangelegd.

### HOOFDSTUK V -GERECHTIGDEN OP EEN UITKERING VAN EEN AANVULLENDE PENSIOENVERGOEDING

#### Artikel 17.

- Opening van het recht:

Hebben recht op een aanvullende pensioenvergoeding, de werknemers die:

- het bewijs kunnen leveren dat zij gedurende minimum tien jaren door een arbeidsovereenkomst zijn verbonden geweest bij een of meerdere werkgevers die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf, en
- voor dewelke bijdragen werden betaald bij de Aanvullende Pensioenkas gedurende deze tien jaren onder arbeidsovereenkomst, en
- die een wettelijk pensioen als werknemer genieten.

#### Artikel 18.

- Berekening van het bedrag van de uitkering:

Het bedrag van de aanvullende pensioenuitkering wordt berekend prorata het aantal jaren onder arbeidsovereenkomst in de sector en voor dewelke een bijdrage werd betaald bij de Aanvullende Pensioenkas, op basis van een volledige loopbaan gelijk aan 40 jaren.

Om het bedrag van de uitkering te bepalen, worden na beëindiging van de arbeidsovereenkomst, volgende periodes gelijkgesteld:

- de dagen van ziekte en invaliditeit;
- de dagen van arbeidsongeschiktheid ten gevolge van beroepsziekte of arbeidsongeval;
- de dagen van vergoede werkloosheid en van brugpensioen.

Deze gelijkstellingen zijn van toepassing ten belope van een aantal maanden dat in totaal gelijk is aan maximum 25% van de werkelijke gepresteerde loopbaan in de sector en die aanleiding heeft gegeven tot het betalen van bijdragen, en voor



4

zover dat deze périodes onmiddellijk volgen op een periode onder arbeidsovereenkomst die aanleiding heeft gegeven tot het betalen van bijdragen bij de Aanvullende Pensioenkas.

Het aldus berekend bedrag wordt à 100% betaald aan de gepensioneerde die geniet van een "gezinspensioen" en à 75% voor de gepensioneerde genietend van een pensioen als "alleenstaande".

#### Artikel 19.

Het bedrag van de uitkering van het aanvullend pensioen wordt jaarlijks vastgesteld door het Paritair Comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf op voorstel van de raad van beheer van de Aanvullende Pensioenkas. In uitvoering van artikel 9 van de CAO 1999-2000 van 10 mei 1999, zal het aanvullende pensioen vanaf 1 januari 2001 automatisch worden geïndexeerd op basis van het régime dat van toepassing is voor het wettelijk pensioen.

#### Artikel 20.

Het maximum bedrag van de uitkering

Sedert 1 juli 2001, is het maximum bedrag van het aanvullend pensioen vastgelegd op

- 358,03 EUR (14.443 BEF) voor het régime "gezinspensioen";
- 268,52 EUR (10.832 BEF) voor het régime "alleenstaande".

#### Artikel 21.

De uitkeringen worden betaald in driemaandelijks schijven van vervallen termijn, op 31 maart, 30 juni, 30 september en 31 december.

#### Artikel 22.

Het Fonds maakt een "Kaart van Gerechtigde" op en reikt die uit. Deze kaart moet door de werkgever behoorlijk ingevuld, overhandigd worden aan ieder betrokken personeelslid dat definitief zijn onderneming verlaat. De werknemer zal erover waken dat dit document zowel in het begin als op het einde van elke nieuwe arbeidsovereenkomst welke met één van de bij artikel 5 beoogde werkgevers wordt gesloten, vervolledigd wordt.

#### Artikel 23.

Ieder werknemer die gerechtigd kan zijn op de voordelen van de statuten van het Fonds, dient bij dit organisme een schriftelijke aanvraag in, waarbij de stavingsdocumenten worden gevoegd.

Daartoe dient de werknemer het ad hoc document "Aanvraag tot uitkering van het aanvullend pensioen" in te vullen. Enkel die périodes voor de welke een werkgever is vermeld, kunnen in aanmerking genomen worden.

De "Kaart(en) van Gerechtigde" zal/zullen gevoegd worden bij elke aanvraag om aanvullende pensioenuitkering welke bij het Fonds wordt ingediend door de werknemer.

Wanneer de "Kaarten van Gerechtigde" ontbreken, zullen tewerkstellingsattesten van vroegere werkgevers voorgelegd worden als bewijs van de loopbaan.

Voor de gelijkgestelde périodes zoals voorzien in artikel 18, zullen door de officiële organismen afgeleverde attesten gevoegd worden bij de aanvraag tot uitkering van het aanvullend pensioen.

Bij gebrek aan attesten van vroegere werkgevers of officiële organismen, kunnen de representatieve werknemersorganisaties een degelijk ondertekend lidmaatschapsattest afleveren.

De aanvragen moeten bij het Fonds worden ingediend uiterlijk op het einde van de zesde maand die volgt op de ingangsdatum van het wettelijk pensioen. Aanvragen ingediend na deze periode worden behandeld maar het eventueel recht zal slechts geopend worden met een maximale terugwerkende kracht van 6 maanden, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de aanvraag.

#### Artikel 24.

Voor het kwartaal in de loop van het welk het genot van de aanvullende pensioensvergoeding aanvangt, wordt hetzij één derde, hetzij twee derden, hetzij de totaliteit van de driemaandelijke schijf, voorzien in artikel 21 hiervoren, uitbetaald al naar gelang het geval.

#### Artikel 25.

In geval van overlijden van de gerechtigde zijn enkel de lopende maanden voorafgaande aan het overlijden, verschuldigd aan eventuele rechthebbenden. Deze toelage wordt slechts uitbetaald aan natuurlijke personen en in de hierna bepaalde volgorde:

1° aan de echtgenoot(ote);

2° aan zijn of haar kinderen die met de gerechtigde onder hetzelfde dak leefden op het ogenblik van zijn of haar overlijden;

3° aan de persoon die in de verplegingskosten tussen beide kwam tot beloop van het bedrag van deze kosten.

4° aan de persoon die de begrafeniskosten heeft betaald tot beloop van het bedrag van deze kosten;

Deze toelage wordt van ambtswege aan de in 1° beoogde rechthebbende gestort.

De overige hierboven vermelde rechthebbenden die de vereffening van de toelage, bij dit artikel bedoeld, in hun voordeel verlangen, moeten een aanvraag rechtstreeks tot het Fonds richten.

De aanvraag die gedagtekend en ondertekend is, moet opgemaakt worden op een formulier uitgegeven door het Fonds.

De burgemeester (of zijn afgevaardigde) van de gemeente van de verblijfplaats van de overledene bevestigt de juistheid van de op de aanvraag vermelde inlichtingen.

Op straf van verval moeten de aanvragen tot uitbetaling van de toelage, bedoeld in dit artikel, ingediend worden binnen een termijn van zes maanden na het overlijden.

### HOOFDSTUK VI - BRUGPENSIOEN

#### Artikel 26.

De in artikel 3, 5°, vermelde vergoeding van brugpensioen wordt aan de betrokken werkgevers terugbetaald door de vereniging zonder winstoogmerk "Interpatronaal Fonds" waarvan de statuten en de samenstelling van de Raad van Bestuur worden medegedeeld aan de Aanvullende Pensioenkas zodra ze verschenen zijn in het Belgisch Staatsblad. Dit is ook het geval met elke wijziging van de statuten. De statuten van deze vereniging mogen geen enkel beding bevatten dat strijdig is met de statuten van de Aanvullende Pensioenkas.

#### Artikel 27.

De vereniging zonder winstoogmerk "Interpatronaal Fonds" wordt gefinancierd uit bijdragen overgedragen door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid aan de Aanvullende Pensioenkas, zijnde vanaf 1 januari 2000:

- 0,60% van de loonmassa van de ondernemingen die minder dan tien werknemers tewerkstellen.

- 1,25 % van de loonmassa van de ondernemingen die tenminste tien werknemers tewerkstellen.

De Aanvullende Pensioenkas zal binnen de zeven dagen de overgedragen gelden zoals voorzien hierboven overmaken aan het "Interpatronaal Fonds".

### HOOFDSTUK VII - BEGROTING , REKENINGEN.

#### Artikel 28.

Het boekjaar vangt aan per 1 januari en wordt afgesloten per 31 december.

Artikel 29.

Op 31 december worden de rekeningen van het verstreken jaar afgesloten. Het bestuursorgaan, alsmede de door het Paritair Comité, in toepassing van artikel 12 van de wet van 7 januari 1958, aangewezen revisor of accountant, stellen elk jaar schriftelijk een verslag op over de vervulling van hun opdracht tijdens het verstreken jaar.

De jaarrekening, samen met de voormelde schriftelijke jaarverslagen, worden in de loop van de maand december van het nieuwe ~~jaar~~ ~~jaar~~ aan het Paritair Comité ter goedkeuring voorgelegd.

#### HOOFDSTUK VIII - INWERKINGTREDING EN HERZIENING.

Artikel 30.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2002 en vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 03.02.2000 afgesloten in het Paritair Comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf, houdende instelling van een Fonds voor bestaanszekerheid genaamd "Aanvullende Pensioenkas".

Artikel 31.

Elke wijziging van deze collectieve arbeidsovereenkomst moet het voorwerp uitmaken van een vraag tot herziening.

Deze aanvraag kan slecht gedaan worden door één van de ondertekende partijen en zulks mits een vooropzeg van 3 maanden, betekend bij een ter post aangetekend schrijven, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf en aan de ondertekende organisaties van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

De organisatie die het initiatief neemt tot vraag voor herziening, dient er de reden van op te geven en gelijktijdig <sup>constructieve</sup> wijzigingsvoorstellen in te dienen, die door de andere organisaties zullen besproken worden in het Paritair Comité, dat zich binnen de drie maanden uitspreekt over deze voorstellen.

#### HOOFDSTUK IX - ONTBINDING, VEREFFENING.

Artikel 32.

Het Fonds kan slechts bij beslissing van het Paritair Comité worden ontbonden.

Wanneer het Fonds wordt ontbonden, wijst het Paritair Comité de vereffenaars aan, stelt hun volmachten en hun bezoldiging vast en bepaalt waartoe het eventueel vermogen dient bestemd.